



Pour une réforme de la *LRTSPF*



Les fonctionnaires fédéraux méritent des droits du travail modernes

La *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral (LRTSPF)* régit les négociations collectives, le règlement des différends et les droits au travail pour 300 000 fonctionnaires fédéraux, dont 190 000 membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC).

Or, cette loi dépassée n'a pas été revue depuis plus de 20 ans et ne correspond plus aux réalités d'aujourd'hui. Elle pose des obstacles à la négociation équitable, au règlement rapide des griefs et à la responsabilisation des employeurs.

Il faut un cadre plus fort et moderne qui aide les travailleuses et travailleurs, renforce la fonction publique et protège les services sur lesquels la population compte chaque jour.

Ce qui doit changer

L'AFPC demande au gouvernement de moderniser cette loi, notamment :

- **d'accélérer le règlement des différends** en éliminant les commissions de l'intérêt public et les retards inutiles qu'elles occasionnent;
- **de garantir un accès rapide à la justice** en augmentant les effectifs décisionnels pour réduire l'arriéré de griefs, ainsi qu'en accordant à la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral le pouvoir d'accorder un redressement provisoire au besoin;
- **d'améliorer le droit de négocier** en élargissant la gamme de questions qu'on peut aborder à la table, ainsi qu'en permettant au personnel occasionnel et temporaire de négocier collectivement;
- **d'assurer l'exactitude de la paye et son versement en temps opportun** en responsabilisant davantage les employeurs à cet égard;
- **d'interdire le recours au personnel de remplacement en cas de grève** pour maintenir des négociations équitables et éviter tout prolongement des différends.

Une réforme de la *LRTSPF* assurerait des négociations plus justes, un règlement rapide des différends et une responsabilisation accrue en matière de paye. Les conflits seraient plus courts et moins nombreux, on améliorerait les droits du travail et on stabiliserait la fonction publique.

Ce que nous vous demandons

Exhortez le gouvernement à appuyer la modernisation de la *LRTSPF* en lui demandant :

- de modifier cette loi conformément aux réalités actuelles et aux pratiques exemplaires;
 - d'éliminer les obstacles à la négociation équitable et au règlement rapide des griefs;
 - de veiller à ce que les fonctionnaires fédéraux aient des droits du travail modernes.
-